

Convention collective

IDCC : 9421. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE QUELQUE NATURE QU'ELLES SOIENT, EXPLOITATIONS D'ÉLEVAGE, EXPLOITATIONS DE CULTURES SPÉCIALISÉES (HORTICULTURE, MARAÎCHERS, PÉPINIÈRES DE TOUTE NATURE) (LOIRE)**

(1^{er} juillet 1965)

(Etendue par arrêté du 2 août 1966,
Journal officiel du 20 septembre 1966)

AVENANT N° 98 DU 22 JUILLET 2008

NOR : *AGRS0997007M*

IDCC : 9421

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
La chambre professionnelle horticole du département de la Loire ;
Le syndicat des pépiniéristes sylviculteurs ;
Le syndicat des maraîchers,

D'une part, et

Le syndicat des ouvriers agricoles CFDT ;
Le syndicat des ouvriers agricoles CGT-FO ;
Le syndicat des ouvriers agricoles CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 26 de la convention est modifié comme suit :

La classification des emplois des salariés non cadres est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

« Niveau I. – Emplois d'exécutant

Echelon 1

Emploi comportant des tâches d'exécution facile, parfois répétitives, immédiatement reproductibles après simple démonstration, sans mise en œuvre de connaissances particulières.

Ces tâches sont exécutées selon des consignes précises et/ou sous surveillance permanente, sans avoir à faire preuve d'initiative.

Echelon 2

Emploi comportant des tâches sans difficulté particulière dont l'exécution requiert, toutefois, un temps d'adaptation par habitude ou apprentissage, nécessaire à la maîtrise des savoir-faire à un niveau d'efficacité normal (quantité et qualité). L'emploi peut comporter l'utilisation de machines pré-réglées et de maniement simple.

Le travail est exécuté selon des consignes précises et/ou sous surveillance fréquente. L'emploi ne nécessite que peu d'initiatives de la part du titulaire. Les conséquences des initiatives que le titulaire de l'emploi est amené à prendre dans l'exécution de son travail n'ont pas ou peu de conséquences sur le plan économique ou de la sécurité des personnes.

Niveau II. – Emplois spécialisés

Echelon 1

Emploi comportant des tâches d'exécution plus complexes, réalisables seulement après une période d'apprentissage. Il nécessite, de la part du titulaire, une bonne maîtrise des savoir-faire compatible avec l'organisation du travail dans l'entreprise.

L'exécution des tâches se réalise à partir de consignes précises et sous surveillance intermittente. Dans l'exécution de sa tâche, le titulaire de l'emploi doit être capable de déceler des anomalies et incidents et d'alerter le supérieur ou prendre les dispositions d'urgence qui s'imposent.

Les conséquences des initiatives que le titulaire de l'emploi est amené à prendre dans l'exécution du travail ne présentent pas de caractère de gravité sur le plan économique, de la sécurité ou de la préservation de l'environnement.

Emploi correspondant au référentiel technique du CAPA.

Echelon 2

L'emploi peut comporter la participation à des travaux qualifiés, de façon occasionnelle et sous la surveillance rapprochée d'un salarié qualifié. Le titulaire de l'emploi a la responsabilité du matériel dont il a la charge et doit en assurer son entretien courant, selon les consignes données.

Emploi correspondant au référentiel technique du CAPA.

Niveau III. – Emplois qualifiés

Echelon 1

Emploi comportant l'exécution des opérations qualifiées relatives aux activités de l'entreprise. Selon le mode d'organisation du travail, l'emploi peut comporter tout ou partie des activités qualifiées de l'entreprise.

L'exécution du travail se réalise à partir d'instructions.

Le titulaire de l'emploi est responsable de la bonne exécution de son travail dans le cadre des instructions données. Il nécessite des initiatives concernant l'adaptation de ses interventions aux conditions particulières rencontrées sur le terrain. A ce titre, il est capable d'évaluer le résultat de son travail et d'ajuster son mode d'exécution (réglage des matériels...).

Dans l'exécution de ces tâches, le titulaire de l'emploi peut être assisté d'autres salariés qui l'aident dans l'accomplissement de sa tâche et dont il guide le travail sans en avoir la responsabilité. De par ses connaissances et son expérience professionnelle, le titulaire de l'emploi a la capacité de repérer les anomalies ou incidents sur les cultures, les animaux, de déceler les pannes élémentaires sur le matériel et de les réparer.

A partir de ce niveau, l'emploi peut comporter la capacité d'exercer la fonction de tuteur auprès d'apprentis et stagiaires.

Emploi correspondant au référentiel technique du BEPA.

Echelon 2

Emploi comportant l'exécution des opérations qualifiées, comme au premier échelon, mais dont l'étendue du champ d'action est plus large, nécessitant une autonomie plus grande quant à l'organisation de son travail dans le cadre des instructions données.

Le titulaire de l'emploi est susceptible de prendre couramment des dispositions pour s'adapter aux changements survenant lors de l'exécution du travail.

Emploi correspondant au référentiel technique du BEPA.

Niveau IV. – Emplois hautement qualifiés

Echelon 1

Emploi comportant l'exécution d'opérations très qualifiées, à partir d'instructions régulières et générales, nécessitant la maîtrise approfondie des matériels et/ou des outils.

Il exige une connaissance approfondie des végétaux et/ou des animaux et des produits, pour la bonne réalisation des travaux qui lui sont confiés.

Ce niveau d'emploi correspond au référentiel technique des diplômes de niveau IV, soit le bac professionnel.

Echelon 2

Emploi pouvant comporter l'exécution des opérations très qualifiées faites en toute autonomie par le salarié qui maîtrise les process et procédures des travaux confiés.

Le salarié a l'expérience nécessaire pour apprécier la qualité des résultats attendus.

Il veille à la bonne application des consignes de sécurité et au port des équipements individuels fournis. Il peut également participer à la surveillance régulière du travail des autres salariés de l'exploitation.

Le poste exige des connaissances et une expérience éprouvées. Le salarié peut être conduit à faire des propositions tendant à l'amélioration de l'organisation du travail des salariés qu'il peut être amené à surveiller.

Ce niveau d'emploi correspond au référentiel technique des diplômes de niveau IV, soit le bac professionnel.

Le niveau IV ne correspond pas à un poste de cadre ou de cadre assimilé et ne relève pas de la CPCEA.

Conditions générales d'exécution de l'emploi

Les entreprises ont des activités diversifiées, les salariés peuvent donc être appelés à être polyvalents. Leur spécification dans un secteur d'activité ne les dispense pas d'effectuer des travaux relevant d'une autre activité ou qualification.

La classification des emplois se détermine par les travaux à réaliser, et le niveau de compétence, d'expérience professionnelle, de capacité d'initiative, le degré d'autonomie, le niveau de responsabilité, la rapidité et la qualité d'exécution requis pour cette fonction.

Quel que soit le niveau de qualification de l'emploi, certaines conditions générales d'exécution peuvent être exigées :

- l'employeur peut demander au salarié de rendre compte de son travail. Le compte rendu peut être, suivant les niveaux de qualification, oral, écrit ou enregistré sur informatique ;
- l'employeur peut demander au salarié d'exécuter des tâches relevant d'un niveau de qualification inférieur à l'emploi qu'il occupe ;
- le changement d'emploi du salarié pour un emploi de qualification supérieure peut comporter une période probatoire dont la durée est portée au maximum à 6 mois consécutifs ou non.

Pendant ou à l'issue du délai fixé, et si l'employeur ne souhaite pas le maintenir dans ce nouvel emploi, le salarié retrouvera son emploi initial.

Grille de concordance

L'article 4 de l'accord national de méthodes sur la classification professionnelle des emplois non cadres prévoit l'obligation de procéder au raccordement de la classification conventionnelle des emplois déjà existante à la nouvelle classification. Le raccordement suivant est retenu :

NOUVELLE CLASSIFICATION		ANCIENNE CLASSIFICATION
Niveau I	Echelon 1 Echelon 2	Coefficient 100 Coefficient 110
Niveau II	Echelon 1 Echelon 2	Coefficient 120 Coefficients 125 et 130
Niveau III	Echelon 1 Echelon 2	Coefficient 140 Coefficient 150
Niveau IV	Echelon 1 Echelon 2	Coefficients 160 et 170 Coefficient 180

Les dispositions relatives à la classification des cadres sont maintenues.

Les 2 derniers alinéas relatifs aux majorations pour diplômes sont maintenus et complétés par l'insertion de l'alinéa suivant :

« La détention d'un diplôme n'influe pas sur le classement de l'emploi. »

Article 2

Le 2^e alinéa de l'article 23 « Période d'essai » est modifié et complété comme suit :

Le premier tiret est remplacé et complété par :

- « – 1 mois pour les ouvriers permanents positionnés aux niveaux I, II et III ;
- 2 mois pour les ouvriers permanents positionnés au niveau IV ; ».

Les dispositions suivantes sont insérées à la fin de l'alinéa :

« La période d'essai peut être renouvelée une fois pour une durée maximum égale à la durée initiale. L'accord de renouvellement devra intervenir avant la fin de la période d'essai initiale, en respectant les délais de prévenance prévus à l'alinéa suivant.

La partie qui met fin à la période d'essai doit respecter les délais de prévenance ci-après :

- 48 heures pour les niveaux I, II et III ;
- 1 semaine pour le niveau IV, ce délai est porté à 2 semaines en cas de renouvellement de la période d'essai. »

Article 3

L'article 57 du chapitre VI « Congés pour mariage, décès » est modifié et complété comme suit :

Les quatrième, sixième et dernier tirets du premier alinéa sont remplacées par les dispositions suivantes :

- « – 3 jours pour le décès d'un enfant ;
- 3 jours pour le décès du père ou de la mère ;
- 2 jours pour le décès du beau-père, de la belle-mère, d'un frère ou d'une sœur. »

Un alinéa est inséré à la suite, ainsi rédigé :

« Sauf en ce qui concerne le congé pour mariage du salarié, ces congés sont également applicables pour les couples pacsés ou concubin. »

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prend effet au 1^{er} août 2008.

Fait à Saint-Etienne, le 22 juillet 2008.

(Suivent les signatures.)